

## Quand la rue arabe s'exprime

**Les révoltes populaires qui secouent le Moyen-Orient, au Maroc, en Egypte, en Tunisie, en Libye et ailleurs, sont-elles toutes comparables ? Ce n'est pas l'avis de Hakima Fassi-Fihri, juriste et universitaire marocaine.**

---

Il flotte en ce début d'année un parfum de révolte populaire dans les contrées arabes. **Depuis le mois de janvier 2011, chaque semaine qui passe semble apporter son lot de revendications populaires.** Certaines sous forme de manifestations pacifiques, d'autres sous forme de cris de colère (accompagnés parfois d'actes de vandalisme opportunistes), ou encore de personnes s'immolant publiquement dans un sursaut de désespoir, au sein de pays qui semblent prendre de plus en plus conscience de l'urgence de mettre en route une justice sociale réelle.

Il est certain que pour tout citoyen de ces pays, ces mouvements disent quelque chose de fondamental, quelque chose qu'il est nécessaire de décoder avec finesse, d'une part pour ne pas tomber dans les travers simplistes du cliché « les bons contre les mauvais », « les riches contre les pauvres » ; « les lettrés contre les analphabètes », et d'autre part pour être à même d'identifier les solutions appropriées, ne mettant pas en péril le futur de ces sociétés. La problématique actuelle dans le monde arabe n'est pas simple à comprendre par les observateurs internationaux, et autant en convenir dès à présent : la situation est bien plus complexe que d'aucuns pourraient croire.

## Le monde arabe n'est pas homogène

Tout d'abord, je rappelle que **nous n'avons pas affaire à un monde arabe, mais à des mondes arabes.** Là encore, je rappelle un point essentiel : le monde arabe n'est pas un monde homogène ni un bloc unique dans lequel tous les pays sont une duplication les uns des autres. Loin s'en faut. L'Histoire, la société, la religion, la situation politique, économique, sociale, [en Tunisie](#) sont bien différentes de celles de l'Egypte, de la Libye, du Yémen ou encore du Bahreïn. Les causes des événements politiques actuels dans ces pays sont différentes, leurs effets aussi. Le dénominateur commun entre eux réside toutefois dans le fait que **la plupart de ces pays sont d'anciennes colonies européennes, que les populations y sont majoritairement jeunes,** qu'y existe l'abus de pouvoir des plus forts contre les plus faibles, les inégalités sociales, des dysfonctionnements administratifs, une proportion significative de la population vivant dans la précarité, **des chefs politiques tenant le pays d'une main de fer** (bien souvent sans gant de velours) depuis plus de trois décennies. Les points communs entre ces pays s'arrêtent là, pour le reste, des différences fondamentales les séparent. A titre d'exemple, si en Egypte, en Tunisie, en Libye ou même au Sultanat d'Oman les chefs d'Etat règnent (ou ont régné jusqu'à récemment) sans partage pendant plus de trente années, ce n'est pas le cas du Maroc, qui a depuis 1999 un roi jeune qui a apporté un vent nouveau de réformes législatives, économiques et sociales et de l'espoir à un Maroc qui en avait grand besoin.



## L'opinion publique, un nouvel acteur



D'autre part, plus qu'une révolte populaire ou une insurrection, comme semblent l'affirmer sommairement les médias internationaux, ces événements sont pour l'essentiel **l'expression d'un mouvement citoyen, émanant essentiellement des jeunes**. Pour la première fois depuis très longtemps, un nouvel acteur voit le jour dans ces pays : la société civile, l'opinion publique, la citoyenneté militante. Manifester pacifiquement dans la rue n'est

pas un acte de vandalisme ni d'insurrection. L'expression même de « révolution » me semble désuète et inadaptée au contexte d'aujourd'hui. Les citoyens tunisiens ne sont pas sortis dans la rue pour « faire la révolution », au sens de « prise de la Bastille », **ils sont sortis revendiquer des droits précis, dénoncer des abus identifiés, et imposer des objectifs définis**. A l'opposé du contexte révolutionnaire français du XVIII<sup>ème</sup> siècle ou a fortiori du contexte de la révolution iranienne de 1979, nous vivons dans un monde qui est devenu un village où tout le monde se connaît virtuellement, où tout le monde est joignable, identifiable et repérable. En conséquence, c'est aussi un monde dans lequel l'information circule rapidement et librement, à travers les outils technologiques qui sont à la portée de tous. Ainsi, **il devient impossible aujourd'hui qu'un citoyen, même peu lettré, puisse ignorer ce qui se passe dans les pays voisins et dans le monde**. Dans des pays où même les bidonvilles sont pourvus d'antennes paraboliques, et où tout un chacun peut avoir [un compte Facebook ou Twitter](#), comment ne pas prendre conscience de tout ce qui touche au monde qui nous entoure ? Comment ne pas s'en inspirer ? « Si cela se passe bien chez les autres, pourquoi n'y aurions-nous pas droit ? Si les autres y arrivent, nous aussi pouvons y arriver », tel est le raisonnement dominant aujourd'hui. C'est le « Yes we can » américain revisité. L'émulation positive donne des ailes aux peuples.

Depuis le mois de janvier 2011, lorsque la rue arabe s'exprime elle ne s'insurge pas. On ne sort pas dans la rue pour le plaisir, chacun aurait eu autre chose à faire si la situation avait été meilleure. Le citoyen arabe descend dans la rue avant tout pour exprimer des inquiétudes, son désaccord avec le népotisme et les dysfonctionnements des systèmes politiques en place, **la colère et le ras-le-bol des plus démunis et tous ceux, très nombreux, que l'on ne voit pas et que l'on n'écoute pas**.

L'histoire retiendra que tout a commencé en Tunisie en janvier 2011. Depuis, les pays arabes s'éveillent les uns après les autres à la citoyenneté militante, et en soi cela est honorable et légitime.

## Une tragédie humanitaire

Cependant, il est nécessaire de garder à l'esprit que toute prise de position de masse comporte des risques liés à la nature même de cet acte, à sa réception par les uns et les autres, et aux conditions dans lesquelles elle se déroule. **La liberté, l'égalité, les valeurs démocratiques ont un prix : en Lybie, en Tunisie, au Bahreïn et en Egypte les morts se comptent par centaines,**



les actes de vandalisme opportunistes et les saccages des maisons et des commerces sont légion, les massacres de familles innocentes par des mercenaires prêts à tout sont monnaie courante (en Lybie essentiellement), **entraînant un exode massif des personnes vers les pays voisins et vers l'Europe.** La tragédie humanitaire, sans précédent dans la région, est en route, sous le regard impuissant des pays voisins et le regard parfois surpris, parfois effrayé, souvent indifférent des pays européens, qui, pris au dépourvu, n'auront d'alternative les uns et les autres que d'en assumer les conséquences, en assurant notamment l'accueil de ces « réfugiés de la révolution ». En Tunisie et en Egypte, « l'après-révolution » semble être loin d'apporter les satisfactions rêvées par les manifestants de janvier 2011. **La rue arabe manifeste encore, alors même que les chefs d'états despotiques ont capitulé** et que de nouveaux gouvernements ont été formés. Ainsi, faire tomber un pays dans le chaos et l'instabilité est plus facile qu'on ne l'imagine, et rattraper les dérapages des manifestations populaires peut in fine s'avérer plus ardu que le « mal originel » que ces dernières cherchaient à dénoncer et à combattre au départ. Aussi, pour des pays dans lesquels le mouvement des réformes sociales et économiques a été enclenché depuis quelques années, à l'instar du Maroc à titre d'exemple, **il s'agit de préserver les acquis sociaux et d'accélérer les réformes dans un contexte pacifiquement assaini,** plutôt que de basculer dans le chaos social, car consolider l'existant vaut parfois mieux que de construire sur des décombres.